

le savant éditeur Jules Beauchamp. En attendant que nous leur rendions compte de cette brillante revue de l'Allemagne poétique, nos lecteurs s'en formeront une idée par cette remarquable peinture du Rhin :

"Le Rhin est l'image la plus majestueuse de la vie humaine. Vous l'avez vu, à sa source, descendre du mont Gothard, pareil à l'enfant qui doute de ses forces et craint de quitter l'abri du seuil natal, au moment de parcourir une longue carrière. Cependant il s'enhardit à chaque pas et prend goût à sa course aventureuse. Ce n'est déjà plus l'enfant, c'est l'adolescent qui s'éveille avec une curiosité avide, c'est le jeune homme qui se précipite tête baissée dans les hasards. En vain le lac de Constance espère le retenir dans la molle étreinte de ses eaux dormantes, il ne daigne pas même s'y mêler, ni lui prendre une goutte de son onde qu'il franchit d'un bond superbe. C'est seulement à Bonn que le noble fleuve paraît suspendre sa course pour se reposer un peu de tant de travaux. Il s'éloigne à regret de ce beau pays, témoin des exploits de sa jeunesse, pour descendre toujours plus lentement désormais vers la mer, c'est-à-dire vers la mort, où vont s'engourdir les hommes, les fleuves et les choses. Le dernier trait, et le plus frappant de ce symbole, c'est que le Rhin après tant d'efforts, de bienfaits et de gloire, vient s'engloutir de vieillesse dans les sables de la Hollande, à quelques pas de l'Océan qui aurait dû le recevoir tout entier. C'est ainsi que Napoléon est allé mourir à Sainte-Hélène, au lieu de trouver à Waterloo le seul trépas qui fut digne de son destin !"

LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 24 JANVIER, 1846.

L'importance des nouvelles attendues par le Steamur du 4 janvier, nous a fait retarder jusqu'à aujourd'hui (Samedi), la publication de notre feuille.

LA MALLE DU 4 JANVIER.

Nous avons attendu en vain, l'arrivée du steamur. Aujourd'hui, samedi, à l'heure où nous terminons l'impression de notre feuille, (4 heures p. m.) la malle n'est pas venue. On commence à croire, que son départ peut avoir été retardé. Ce sera pour notre prochain numéro.

Histoire de la Semaine.

La chronique canadienne, n'offre en ce moment aucun fait remarquable, intéressant ou nouveau, qui puisse détourner l'attention publique des événements si palpitants d'intérêt, qui se passent à l'étranger. Nous sommes, nous pouvons dire, en pleine saison morte.

La politique est dans un calme plat, le vaisseau de l'état est à l'ancre, les voiles pendent flasquement le long des mâts, l'équipage dispersé sur le pont, prend ses ébats et goute la farniente de la vacance parlementaire, on attend les orages et les tempêtes de la session prochaine ; chacun se demande : quand cessera l'interim, quel sera le nouveau gouverneur ? car tout le monde reconnaît qu'un commandant militaire dans notre Canada comme ailleurs, ne peut être qu'un administrateur provisoire.

La presse, elle aussi, semble se reposer de ses lasses quotidiennes ; fatiguée de ses courses aventureuses, de ses explorations lointaines dans les champs de la responsabilité ministérielle, elle a déposé un instant sa grande épée de combat, son casse-tête et sa hache d'armes, pour assister au tournoi de certain voisin, grand et puissant seigneur de l'Amérique du Nord, qui voulait depuis longtemps nous donner une idée comment on peut se battre à outrance sans tirer l'épée et sans rompre une lance.

C'est bien un grand et magnifique spectacle que la réunion de tous ces fiers champions des idées et des institutions républicaines, autour du poteau de la liberté ; mais à côté des grandeurs de l'homme, on retrouve toujours ses petites misères et les infirmités de sa nature, et si la position de la législature fédérale des Etats-Unis est d'un côté digne, ferme et indépendante pour des droits qu'elle prétend légitimes, on y voit de

l'autre un genre de discussion et d'éloquence qu'on croyait appartenir seulement aux aborigènes de nos forêts, et des scènes qui rappellent les mœurs si pittoresques des trois tribus sauvages.

Nous devons dire que ces observations ne peuvent se rapporter qu'aux membres de la chambre des représentants. Car le sénat garde sa dignité pleine et entière, et ne se laisse pas aller à des écarts pareils à ceux qui ont emporté un grand nombre de représentants, armes et bagage, en plein champ de bataille.

Nous avons notre admiration des américains comme nation, mais en même temps, nous ne pouvons admirer ces matamores des états de l'ouest, ces grossiers enfants des prairies des log-cabins et du hard cider, qui, comme les Iroquois d'autrefois, viennent au milieu des graves discussions d'une législature en session, vociférer leurs cris de guerre et brandir leur tomahawk. C'est trop vite ; ils feraient mieux de faire comme un ancien et respectable membre d'une législature canadienne, qui se sentant peu les connaissances et les talents d'un homme d'état, savait bien se taire, mais qui en même temps, doué d'une force physique peu commune, quand les discussions devenaient très orageuses, quand on pouvait croire à la possibilité des voies de fait, savait aussi dire à son voisin, en retournant ses manches ; est-ce le temps ?

Aux Etats-Unis, ce n'est pas encore le temps d'être si bruyant ; on ne sait pas comment le lion britannique va prendre la pilule que maître Jonathan lui a présentée dans le message présidentiel ; s'il lui arrivait de pousser un rugissement de rage et de se battre les flancs, ces fumeux guerriers de l'ouest pourraient bien se rappeler, mais trop tard de la vérité du proverbe :

"trop parler nuit,"

"trop gratter cuit."

en attendant le public qui commence à se fatiguer à lire les fastidieux discours qui nous arrivent chaque jour de Washington, commence à croire qu'il faut résister aux démanagements de la langue, comme à celle de la peau. Zénon disait à ses disciples : "Souvenez-vous que la nature nous a donné deux oreilles et une seule bouche, pour nous apprendre qu'il faut plus écouter que parler, car, "qui parle beaucoup, dit beaucoup de sottises." Des maximes aussi bonnes devraient être inscrites au centre des salles législatives de presque tous les pays. L'expédition des affaires y gagnerait autant que la caisse publique, qui paie cher toutes les démonstrations oratoires,

Qui comme tous les discours trop longs,

Sur la fin ne sont pas du tout bons.

Nos dernières dates de Washington vont jusqu'au 15 du courant, la question de l'Oregon était chaque jour déliée de trois à quatre discours ; dans la chambre des représentants, c'est toujours :

"Mettons flamberge au vent et bravoure en campagne."

Au sénat les guerroyeurs sont moins écoutés. Comme on s'y attendait M. ALLEN, président du comité des affaires étrangères, a évoqué le bill, rédigé par lui et amendé par le comité, pour l'abrogation du traité d'occupation conjointe. Mais M. ALLEN, au lieu de demander une discussion immédiate, a proposé de ne mettre son bill à l'ordre du jour que pour le 27 janvier. Ce délai n'a pas paru suffisant à M. HAYWOOD qui a demandé qu'il fut prolongé jusqu'au 3 février ; puis est venu M. WESCOTT, qui pour laisser aux sénateurs texiens le temps d'arriver, a fixé la date du 10 février. Cette date a été adoptée, par une majorité de 32 voix contre 18. Dans le premier chiffre, on voit figurer les 24 whigs du sénat, et, avec eux, non-seulement M. CALHOUN et ses collègues démocratiques du Sud, mais aussi M. BEXTON, dont le mystérieux mutisme donne à la fois tant d'anxiétés et tant d'espérances à l'un et à l'autre parti. Le sénateur du Missouri n'a pas laissé éclapper encore un seul mot qui puisse donner le secret de ses intentions, relativement à l'abrogation du traité de 1827 et aux autres mesures tendant à établir la souveraineté des Etats-Unis dans l'Oregon ; seulement, en sa qualité de président des affaires militaires, il a proposé l'organisation des deux régiments de carabiniers demandés par le président, en ayant bien soin, cependant de dépouiller ce bill de tout caractère belliqueux. D'un autre côté, toutes les fois que la question de l'Oregon s'est posée sous une face menaçante, comme dans les résolutions de M. HANNEGAN et dans le bill de M. ALLEN, M. BEXTON a silencieusement donné son vote à l'ajournement.

Se voyant battu sur un point, M. ALLEN, qui est vraiment d'une ardeur belliqueuse admirable, a pris sa revanche deux jours plus tard, en proposant des résolutions qui ne sont rien moins qu'une déclaration de guerre à toutes les puissances de l'Europe. Ces résolutions ont même été mises tout spécialement à l'adresse du cabinet des Tuileries, car elles sont une menaçante riposte au fameux *équilibre des pouvoirs* de M. GUIZOT. M. ALLEN, donc, voulait qu'il fut "Résolu que le sénat et la chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique, en congrès assemblés, se fassent les échos de la pro-

testation formulée par le message présidentiel contre la prétention qu'ont certaines puissances européennes d'établir un équilibre de pouvoir entre les nations indépendantes de la dite Amérique ; que les Etats-Unis devraient être d'autant plus sensibles à la chose, qu'il y avait commencement d'exécution (M. ALLEN n'a pas osé écrire en toutes lettres le Texas et la Plata) ; qu'en conséquence il était solennellement déclaré au monde civilisé que l'intention irrévocable des Etats-Unis était de ne pas permettre aux puissances d'Europe de se mêler de l'organisation sociale et des arrangements politiques des nations indépendantes d'Amérique, de ne pas permettre surtout que le système de gouvernement européen (c'est-à-dire le système monarchique) fut étendu sur le continent américain par de nouvelles colonies ; et que, finalement, si les puissances européennes n'obéissaient pas à cet édit, elles auraient immédiatement affaire aux Etats-Unis.

Dans la discussion soulevée par ces résolutions M. CALHOUN a fait une déclaration de principe très-remarquable : "Personne, dit l'illustre représentant, ne voit avec une plus profonde antipathie que moi, l'intervention des puissances de l'Europe sur ce continent. Mais c'est une grande question de savoir si nous devons prendre le protectorat de tout ce continent, comme le veulent les résolutions proposées. Sommes-nous, pour cela, arrivés à un assez grand degré de maturité ? Sommes-nous prêts, à mettre en œuvre cette politique ?... Il nous faudrait alors entrer dans une voie toute opposée à celle que nous avons suivie jusqu'ici. Il nous faudrait donner pour base à ces déclarations toutes les ressources militaires du pays... Quant à moi, je crois que c'est une affaire d'avenir, et que nous ne devons exprimer ni approbation ni désapprobation de ce qu'a dit le président à ce sujet. Beaucoup de têtes sages ont révoqué en doute la convenance de la simple déclaration de principes que fit, le premier, M. MONROE. J'étais jeune alors, mais, depuis, j'ai su que nos négociateurs à l'étranger s'étaient plaints du mauvais effet qu'elle avait produit sur nos relations avec les puissances étrangères.... Nous sommes à la veille de grands événements qui exigent des réflexions de la plus profonde solennité. Nous sommes arrivés à l'embranchement de deux routes : l'une va à droite, l'autre à gauche, et les destinées de ce pays et de ce continent dépendent, en grande partie, de celle que nous prendrons dans cette session." M. CALHOUN a conclu en repoussant la prise en considération des résolutions de M. ALLEN.

Après une courte discussion entre quelques membres, les résolutions de M. ALLEN ont été repoussées par un vote de 23 contre 23.

On a été étonné de la puissance numérique de la minorité de cette mesure et surtout d'y trouver les noms du général Cass et de M. BEXTON. Du reste les partisans de la paix ont vu avec raison dans ce vote un nouveau symptôme des tendances pacifiques auxquelles se laisse aller la majorité si sénatoriale entraînée par M. Calhoun ; n'ont-ils pas parfaitement raison de ne pas vouloir que l'on jette, entre le message présidentiel et la riposte du gouvernement anglais, des discussions qui manquent de bases, d'éléments et dont les résultats peuvent être diamétralement opposés à ceux qu'exigeront l'honneur et les intérêts du pays, par suite de l'attitude que va prendre l'Angleterre ?

Jeudi soir, un exprès arrivé de New-York par la Ligne Rotch, nous a apporté les nouvelles les plus importantes de l'Angleterre.

Le New-York Herald du 19, contient l'arrivée du vaisseau LIBERTY, parti de Liverpool le 13 décembre ; comme toujours, le Herald était en possession avant tous les autres journaux des nouvelles apportées par le LIBERTY, qui fut abordé à 150 milles en mer par un croiseur du journal de M. Bennet. Sans les efforts et l'activité de la presse américaine, nous ne serions pas en possession aujourd'hui de ces importants changements survenus en Angleterre.

Trois jours avant le départ du LIBERTY, tous les membres de l'administration Robert Peel, ont offert à S. M. leur résignation qui fut gracieusement acceptée par la souveraine. Ce qui a conduit le président du conseil à cet ultimatum, dans un temps où les plus graves questions de la politique reclamaient toutes les énergies des hommes d'état, c'est le refus formel du duc de Wellington de consentir au rappel des lois sur les céréales que Sir Robert Peel voulait proposer au parlement.

Cette résignation subite d'un ministère, qui était loin de donner des signes de décrépitude, qui au contraire, jusqu'à ces derniers temps, avait une force d'action puissante, et comptait ses majorités par centaines, a pris le monde par surprise ; la nouvelle s'en est répandue d'un bout à l'autre du royaume, avec la rapidité de l'éclair, et a jeté les esprits dans la plus grande inquiétude.

Ce que nous voyons, nous, de plus remarquable, dans la retraite des ex-ministres, c'est ce grand respect pour l'opinion publique qui les fait abandonner leur poste, du moment qu'il croyent ne pou-